

UN CAFÉ ENTRE ICI ET LÀ-BAS

Entretien avec [Moncef Labidi](#), Propos recueillis par [Claire Lévy-Vroelant](#)

GISTI | « [Plein droit](#) »

2019/4 n° 123 | pages 32 à 36

ISSN 0987-3260

Article disponible en ligne à l'adresse :

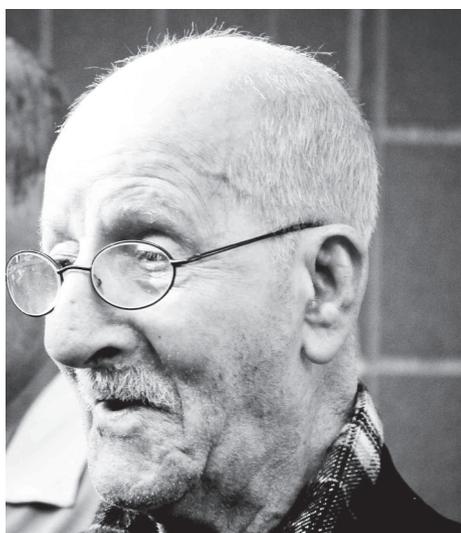
<https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2019-4-page-32.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour GISTI.

© GISTI. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Mémoire des luttes



Des bénéficiaires du Café Social de Belleville. DR

En 2003, l'association Ayyem Zamen, qui se mobilise auprès de personnes migrantes vieillissantes en situation de précarité économique ou de fragilité sociale, ouvre le premier Café Social dans un quartier populaire parisien. Moncef Labidi, son fondateur et directeur pendant 16 ans, revient sur la création de ce lieu, sur le lancement des « domiciles partagés » et sur les combats portés par l'association.

Un café entre ici et là-bas

Entretien avec Moncef Labidi, fondateur du Café Social.
Propos recueillis par Claire Lévy-Vroelant

Aujourd'hui le Café Social est connu, fréquenté, apprécié. Il a essaimé dans un nouveau lieu et a généré une invention, les « domiciles partagés ». Peux-tu raconter l'histoire du projet ?

La création du Café Social, en 2003, est étroitement liée à mon histoire personnelle. Disons que le Café Social m'a rattrapé à une étape de ma vie et s'est installé durablement.

J'ai quitté mon pays, la Tunisie, en 1977. Mon parcours professionnel d'institutrice m'a conduit à travailler dans les années 1990 à la Goutte d'Or, quartier emblématique de l'immigration. Alors site prioritaire de la politique de la ville, le quartier était en pleine requalification urbaine et sociale. Il comptait de nombreux hôtels meublés, des logements sociaux, des commerces « ethniques » et une foule d'associations.

Régulièrement, je croisais des vieux immigrés qui semblaient livrés à eux-mêmes et se tenaient en retrait. Ils se retrouvaient pour discuter et échanger dans les squares, aux sorties de métro, au bureau de poste, à la pointe de la rue de la Goutte d'Or... Ils ne disposaient d'aucun lieu qui leur soit propre alors que le quartier en comptait beaucoup pour les jeunes, les femmes, les usagers de drogue, etc. De fait, ces personnes n'expriment pas de demandes particulières et on peut même penser qu'elles boudent les lieux d'accueil tels que les permanences sociales ou juridiques. Discrets, les vieux migrants sont donc des laissés-pour-compte.

Durant la pause du déjeuner, j'avais pris l'habitude de recevoir quelques-uns d'entre eux pour les aider dans des démarches liées à leur retraite ou à leur santé. Au fil du temps, la « file active » a pris de l'ampleur. La situation de ces vieux immigrés m'a semblé préoccupante: leur prise en charge sociale était défailante. Je me souviens d'un échange avec un vieil Algérien, immigré de longue date et avec qui j'avais des relations de confiance, et qui m'a bouleversé. Je lui demandais, un jour, après son retour du pays, dans quel pays il se sentait le mieux, ici ou là-bas? Sa réponse fut: « C'est

dans l'avion que je me sens bien. » Je pris soudainement conscience de la détresse d'une génération.

Depuis lors, j'ai mobilisé toutes mes forces pour créer cet espace de l'avion où l'on se sent bien, qui fait le lien entre ici et là-bas, qui fait que l'on se sent à la fois d'ici et de là-bas, comme une continuité géographique où les deux pays ne font plus qu'un.

Après cette prise de conscience, comment le Café Social s'est-il mis en place ?

La création du Café Social a bénéficié d'un terrain favorable. D'abord, la question des vieux immigrés a une charge émotionnelle forte. On ne saurait abandonner sans culpabilité ces personnes qui ont contribué à générer de la richesse, qui ont construit les immeubles, assemblé les voitures, etc. Il y aurait là comme de l'ingratitude... et une faute morale impardonnable. Ces personnes jouissent d'une image positive faite de respect et de reconnaissance et d'un capital de sympathie bien mérité.

Ensuite, ce sont des rencontres et des soutiens venus d'élus, d'associations, de professionnels qui m'ont incité à devenir « entrepreneur » pour créer un lieu où les immigrés pourraient être accueillis, aidés, accompagnés vers leurs droits sociaux et sortir de l'isolement. Est née l'idée d'un café, avec une équipe de professionnels de l'accès aux droits, de l'accueil et de l'animation pour en faire un lieu de sociabilité et d'écoute.

Une fois passé le temps de l'émotion et de l'indignation, il a fallu être pragmatique et au plus près des vieux immigrés pour connaître leurs parcours et leurs besoins. J'ai réuni quelques amis acquis à la cause (certains sont des professionnels de la santé, du social, des journalistes, des directeurs d'établissements) et, en juin 2000, j'ai fondé l'association Ayyem Zamen qui signifie « le bon vieux temps », devenue le cadre juridique pour la création du Café Social.

Pour ne pas réinventer le fil à couper le beurre, et créer un café qui ressemblerait à autre café, la réalisation d'une étude-action s'imposait. Il fallait aller à la rencontre des personnes cibles pour mieux connaître leurs besoins et leurs souhaits. Cette étude a duré un an. Elle a mobilisé des enquêteurs qui parlent la langue des migrants (arabe, kabyle, langues africaines, turc), formés à la conduite d'entretiens non directifs. Une cinquantaine de récits de vie constituent la matière de base qui sera analysée et exploitée.

Pour des raisons déontologiques évidentes, je n'ai pas pris part à la réalisation des entretiens. Cependant, j'en ai conduit d'autres avec des professionnels de l'accueil, de l'accompagnement social, des soignants, des responsables d'associations afin de mettre à profit leurs

connaissances. L'approche statistique a été menée en partenariat avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), l'approche économique et financière avec feu Kader Galit, économiste et créateur d'entreprises d'insertion. Le rapport final de l'étude constitue la feuille de route de la création du Café Social où sont consignées toutes les étapes de sa mise en œuvre.

Un photographe, Zaghoul, a écumé tous les lieux où les vieux migrants se donnaient rendez-vous et réalisé à notre demande un travail photographique remarquable, à base de portraits.

La recherche d'un local a commencé. En attendant, j'ai lancé la formule du « Café Social itinérant ». Plusieurs centres sociaux et maisons de retraite, mais aussi des administrations (Caisse nationale d'assurance vieillesse, services sociaux municipaux) ont ouvert leurs portes pour accueillir l'exposition photographique de Zaghoul. Après une année d'itinérance, le Café Social a finalement trouvé une terre d'accueil dans le 20^e, à Belleville, à proximité du métro Couronnes.

Par la suite, des réajustements ont-ils été nécessaires ? Quelles difficultés ont dû être surmontées ?

Pour en arriver là, il fallait triompher de plusieurs obstacles, mais aussi compter avec le soutien notamment de Bertrand Delanoë, fraîchement élu maire de Paris. La mairie du 20^e n'a pas voulu que le Café Social s'installe dans les locaux actuels de la rue de Pali Kao, avec le Casip Cojasor [fondation juive d'action sociale] au n° 8, juste en face. Les élus ont certainement craint une « intifada » !

Une chance inouïe : le journal *Libération* du 6 novembre 2001 a consacré une pleine page et la une à la question des vieux immigrés « naufragés en Île-de-France » relayant la polémique ouverte par un élu de droite qui s'offusquait des fonds promis à l'association pour la création du Café Social. Cet article a transformé la donne. La mairie du 20^e a finalement donné son accord pour le local de la rue de Pali Kao. Inoccupés depuis des années, les lieux étaient très dégradés. Des fondations et des caisses de retraite, ainsi que la mairie de Paris, la préfecture de Paris et la mission ville, ont apporté les fonds qui ont permis de réhabiliter le local. Les travaux se sont achevés en décembre 2002 avec la livraison d'un local remis à neuf, lumineux, beau, chaleureux et fonctionnel, où l'on se sent bien.

L'inauguration a dû être un moment fort...

Nous sommes donc le 17 janvier 2003. C'est le jour officiel pour l'ouverture du Café Social et l'accueil de son public. L'équipe, constituée alors d'une assis-

tante sociale, d'une accueillante et de bénévoles, se tient prête. Mais aucun visiteur à l'horizon ! L'équipe se décide à aller à la rencontre des vieux migrants dans le quartier. Ils étaient bien là, à la sortie du métro, dans le parc de Belleville, le long du boulevard, sur les bancs publics, dans les bains douches... Ils sont venus par petites grappes découvrir ce lieu appelé à devenir le leur. Puis le bruit a circulé très vite, téléphone arabe oblige ! En moins d'un mois, le café a atteint sa capacité d'accueil.

Les visiteurs d'un jour sont devenus des adhérents de l'association et ont commencé à fréquenter le Café Social presque quotidiennement. Pour certains, le Café est devenu leur « quartier général », un lieu qui leur rend bien des services et où ils sont assurés de trouver l'aide dont ils ont besoin, des informations, une écoute et de la convivialité. Il s'agit d'une rupture voulue et assumée avec la manière dont le public en difficulté est accueilli dans la plupart des lieux, et d'un refus de la compassion inutile qui crée comme une dette chez les personnes aidées et les rend dépendantes et captives.

Lieu de sociabilité, le Café Social a affiché, dès son ouverture au public, une adhésion totale aux valeurs de la République et notamment à la laïcité. Ce n'était pas du goût de certains hommes et femmes de religion musulmane du quartier et de ses environs qui accusaient le Café Social de « détournement » des vieux migrants les éloignant de leurs obligations religieuses. Longtemps et aujourd'hui encore, le Café Social érige un rempart contre l'envahissement du religieux et agit en faveur de l'intégration sociale, promeut la fraternité et la solidarité entre tous, sans distinction aucune entre les personnes qui le fréquentent.

La création du Café Social a triomphé des obstacles et des hostilités. Il est parfaitement intégré dans le quartier et bénéficie du soutien de ses habitants. En 2008, soutenue par la mairie de Paris et ses partenaires institutionnels, l'association a ouvert un second lieu, le Café Social Dejean, en plein cœur de la Goutte d'Or, qui n'a pas tardé à trouver son public.

Quels enseignements sont à tirer de l'expérience du Café Social ?

Tout d'abord, la validité d'une démarche qui consiste à vérifier avant de s'engager : c'est la raison pour laquelle l'étude-action a été menée. Le projet colle aux besoins des personnes immigrées âgées. Ensuite, le fait de vouloir expérimenter de nouvelles pratiques professionnelles dans un équipement qui fonctionne comme un véritable café, cela demande de rénover les pratiques et la manière d'accueillir. Par exemple, pas de prise de rendez-vous pour rencontrer un travailleur social : l'accueil est immédiat. Le temps est laissé à

chacun pour faire part de ses difficultés. L'écoute n'est pas thérapeutique, c'est celle du cafetier qui instaure une relation dans la durée et la confiance. Les travailleurs sociaux du Café Social sont soumis aux mêmes exigences déontologiques que les autres professionnels tout en participant activement aux programmes d'animation et au projet associatif. Il s'agit aussi de restaurer des droits qui ont été perdus ou déniés, parfois abandonnés. Un équilibre est trouvé entre le traitement du social et la sociabilité : les immigrés âgés ne sont pas que des situations à « traiter », mais encore des êtres en vie, avec des envies et des désirs de s'ouvrir à d'autres, de découvrir, de s'étonner. Des jeux, des sorties, des visites sont proposés aux adhérents, des animations, des ateliers de bien-être, des repas festifs, du jardinage, etc., sans oublier de merveilleux séjours touristiques, parenthèses d'insouciance et de partage. Proposés annuellement depuis 2006, ils ont permis à des groupes de 25 personnes de se rendre en Espagne, en Tunisie, en Corse, en Sicile, et tout récemment en Grèce. Les voyages forment aussi la vieillesse ! À signaler : le Café Social s'est lancé dans la conquête des femmes âgées migrantes, encore plus isolées et précaires. Depuis plus de dix ans, un poste d'animatrice est réservé à l'accompagnement social de ces femmes âgées, avec des sorties au hammam, des rencontres entre femmes dans un salon de thé, des lectures, mais aussi des moments dédiés à la santé en présence de professionnels et de soignants. Ces femmes représentent aujourd'hui environ 18 % des adhérents du Café Social.

Peux-tu nous parler des « domiciles partagés » ?

L'association n'avait pas vocation à jouer un rôle d'opérateur dans le logement. Mais prendre des chemins de traverse, explorer d'autres voies, défricher, c'est aussi sa marque de fabrique. Timidement l'association s'est lancée dans une action expérimentale de colocation, avec l'ambition de sortir de situations d'habitat indigne des immigrés vieillissants fréquentant le Café. L'équipe du Café Social a identifié quelques expériences menées ici et là en faveur du logement de personnes vulnérables et âgées, notamment des appartements protégés (Fedosad, Dijon), des appartements intergénérationnels (Habitat et Humanisme, Paris), des maisons relais (les Petits frères des pauvres, Paris). Ces visites nous ont permis d'affiner notre « formule » pour coller aux aspirations de personnes encore très autonomes mais aux pensions très faibles. Porté par les mêmes valeurs de solidarité, de partage et d'empathie, le projet vise à prolonger l'autonomie des personnes et à reculer leur éventuelle entrée en institution. La colocation semblait être la formule idéale.

Là encore, l'appui d'élus a été indispensable. Paris Habitat a accepté de nous fournir des grands logements T4 et T5 à proximité de nos équipements.

Comme il s'agit de livrer des appartements « prêts à vivre » pour des personnes âgées, l'association a sollicité des subventions auprès de caisses de retraite complémentaire, de la Cnav, de fondations, et a répondu à des appels à projets. Les fonds réunis ont permis l'achat d'équipements et de mobilier, la pause de cuisines équipées, l'acquisition de l'électroménager, des travaux de rénovation (peinture, décoration, etc.). L'agrément d'intermédiation locative et de gestion locative sociale auprès de la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (Drihl) a été accordé pour une durée de cinq ans et renouvelé depuis. Le cadre juridique est clair; la rédaction des baux locatifs a été confiée à une juriste spécialisée.

Comment s'est effectué le choix des bénéficiaires ?

Les travailleurs sociaux ont identifié environ 200 personnes parmi les adhérents de l'association qui ont déclaré être hébergés en meublé, en foyer ou qui ne disposent que d'une domiciliation et sont en errance. Finalement, une quarantaine de personnes se sont montrées intéressées par le dispositif et ont été reçues par les travailleurs sociaux pour vérifier qu'elles répondaient bien aux critères d'admission.

En 2014, Paris Habitat a livré 4 appartements situés à proximité des deux cafés sociaux du 18^e et du 20^e. De magnifiques appartements entièrement remis à neuf, meublés et équipés. Les colocataires se sont présentés avec leurs valises. Aucune dépense (assurance, consommation des fluides, etc.) n'a été laissée à leur charge.

Les premières personnes à s'installer dans ces logements ont fait le choix de la colocation par défaut : faute de mieux, elles ont fini par accepter les contraintes propres à la cohabitation. Mais avec la seconde livraison de 4 nouveaux appartements en 2016 (ce qui porte à 8 domiciles partagés et 24 personnes relogées), on assiste plutôt à un choix éclairé de la part des nouveaux candidats : « parce que je ne veux plus vivre seul, je fais le choix de la colocation », disait un colocataire. Le choix de vivre sa vieillesse au risque de la colocation !

Optimiser l'accès aux services et aux prestations, instaurer une veille pour l'ouverture et le maintien des droits sociaux sont les axes prioritaires de l'accompagnement social proposé dans le cadre de cette action.

Le rétablissement du lien avec la famille restée au pays est également crucial. Une conseillère en économie sociale et familiale assure l'accompagnement des colocataires : ouverture et maintien des droits, recours aux prestations et services dédiés aux aînés, aides aux démarches quotidiennes, etc. En rentrant à la maison, les colocataires empruntent la même entrée que les enfants de retour de l'école et que leurs parents. Saluer ou recevoir le salut des voisins donne le sentiment d'avoir une position sociale et permet de revaloriser l'image de soi. Comme il est loin le temps où ces vieux migrants ne croisaient que des hommes seuls dans des couloirs tristes et sous le regard du gérant d'hôtel ou de foyer... Avoir enfin une adresse et les droits qui vont avec, partager un bon repas, faire calmement la sieste à son heure, habiter un lieu confortable et joliment décoré participent d'une vie réellement meilleure et transforment totalement la manière de se percevoir et d'être perçu. On peut refaire des projets : reprendre les soins interrompus, retisser le lien familial et effectuer des séjours au pays, relancer une demande de logement social pour faire venir l'épouse, par exemple. Certains colocataires ont fini par avoir un logement social à l'issue d'une procédure DALO (droit au logement opposable) et ont fait le choix de quitter la colocation, mais ils restent très proches de l'association qui continue de les accompagner.

Quel est le sens, finalement, de ton engagement au long cours ?

Pendant toutes les années durant lesquelles j'ai assuré la direction de Café Social, de 2003 à mars 2019, à Belleville puis à la Goutte d'Or, je me suis souvent trouvé dans cette posture de fantassin face aux religieux fanatisés pour qui les vieux immigrés sont devenus des proies faciles et les mosquées les uniques lieux de socialisation. Je devais disputer le public à ces malintentionnés. Et aujourd'hui encore, cette dispute continue.

Mais je dirais que l'expérience du Café Social est aujourd'hui consolidée, capitalisée. Elle participe de l'idée que ces vieux immigrés jouissent de la liberté de circuler entre ici et là-bas, de profiter de leur famille, de s'offrir un peu de répit et de s'entourer de l'affection des leurs. Pouvoir revenir ensuite pour retrouver soignants et repères, c'est aussi l'expression d'un droit inaliénable. Une liberté non négociable, car la seule qui leur reste, après une vie de labeur. ♦